

LE VIH, LE SIDA ET LES ENJEUX DE LOGEMENT

Contexte

En 2008, pour la première fois de l'histoire, plus de la moitié de la population mondiale (4,4 milliards d'individus) vivait en région urbaine¹. De ce nombre, 1,6 milliard d'individus (soit 36 % de la population urbaine mondiale et 62 % de celle de l'Afrique subsaharienne)³ vivaient dans des bidonvilles³, souvent appelés « établissements informels ». Les bidonvilles sont caractérisés par un approvisionnement inadéquat en eau potable, un piètre assainissement, des logements de qualité structurelle inférieure aux normes, un surpeuplement et une insécurité d'occupation.

Un logement sûr est crucial au bien-être et à la dignité de tous. Le logement abordable est fondamental à améliorer les quartiers, à réduire la pauvreté et à créer des villes vivantes, inclusives et saines. Le défi est de transformer les bidonvilles en communautés durables. Des organismes de logement et d'établissement humain collaborent avec des communautés d'habitants de bidonvilles à créer des logements sûrs et durables dans des bidonvilles urbains. Ces initiatives servent à la fois à déployer des solutions sur le terrain et à organiser le plaidoyer pour la sécurité d'occupation, dans le contexte de régimes politiques indifférents et/ou corrompus.

La prévalence du VIH est en moyenne 1,7 fois plus élevée dans les régions urbaines que rurales⁴. Elle est aussi plus élevée dans les bidonvilles qu'ailleurs⁵ – ce qui conduit de plus en plus d'organismes de logement à répondre à l'impact du VIH/sida. De la même façon, le logement est un important déterminant de la santé des personnes affectées par le VIH/sida.

Le présent feuillet examine les liens entre le logement et le VIH/sida et comment les organismes de logement peuvent optimiser leur riposte au VIH/sida. Il vise aussi à porter les enjeux des bidonvilles et de l'urbanisation à l'attention de la

communauté du VIH/sida. Heureusement, les intervenants dans les domaines du VIH/sida et du logement ont commencé à répondre ensemble aux liens complexes entre le VIH/sida et la pauvreté urbaine.

L'information présentée ici se fonde principalement sur les expériences et les leçons d'organismes de logement des premières lignes qui œuvrent à améliorer les conditions d'établissement humain en Afrique subsaharienne. La section consacrée au Canada s'inspire de pratiques et de leçons tirées d'efforts pour assurer un logement abordable aux personnes vivant avec le VIH/sida (PVVIH/sida).

Corrélations

Expulsion et itinérance : Comment fournir des soins à domicile, sans domicile? L'expulsion forcée due à l'insécurité d'occupation ou au stigmata jette des gens à la rue.

Surpeuplement : Une forte densité de population, un surpeuplement et de piètres conditions de logement entraînent un risque accru d'infections opportunistes et exposent les enfants à une activité sexuelle précoce.

Pratiques d'héritage discriminatoires : La pandémie du VIH a entraîné une hausse des cas d'expulsion de veuves. Des femmes se voient refuser systématiquement leur droit à la propriété, au contrôle ou à l'héritage de la terre et des biens.

Accès limité ou nul à l'eau et à l'assainissement : Accroît le fardeau de la maladie et occasionne des défis à la provision de soins.

Budgets familiaux surexploités : Des fonds pour payer le loyer, les frais de logement et le microcrédit à la terre ou au logement sont détournés vers des soins médicaux.

Le VIH/sida est un enjeu de logement

Les liens entre les piètres conditions de logement et le VIH/sida sont multiples et complexes. Les immenses défis de l'établissement humain dans des

LE VIH, LE SIDA ET LES ENJEUX DE LOGEMENT

des bidonvilles urbains – surpeuplement, insécurité d’occupation, médiocrité de l’approvisionnement en eau, de l’assainissement et d’autres services élémentaires – sont exacerbés par l’impact du VIH/sida. Par exemple, la forte densité de population, le surpeuplement et les piètres conditions de logement accroissent le risque d’infections opportunistes. Des services inadéquats d’approvisionnement en eau et d’assainissement accroissent le fardeau de la maladie⁶ et occasionnent des défis à la provision de soins à domicile. Des membres survivants de la famille et des orphelins perdent leur logis en raison de leur incapacité de payer ou de pratiques d’héritage qui défavorisent généralement les femmes. Des enfants, en particulier des filles, abandonnent l’école pour prendre soin de parents ou de frères et sœurs malades; et de plus en plus d’enfants vivent dans la rue⁷. Si la famille étendue ne s’occupe pas des orphelins, des communautés de logement doivent loger et nourrir ces enfants. L’expulsion forcée – découlant de l’insécurité d’occupation ou du stigmata – brime la dignité et menace la sécurité. Elle perturbe aussi les régimes thérapeutiques, l’accès à la nutrition et les soins à domicile. Les décès dus au sida érodent le leadership et les compétences en matière de logement. Devant ces nombreux défis, les intervenants et les agences de logement et d’établissement humain sont contraints de revoir leurs stratégies visant le logement adéquat⁸.

Genre sexuel, habitat et VIH/sida

Les foyers dirigés par des femmes ont une vulnérabilité disproportionnée aux problèmes de logement⁹. Les femmes représentent environ la moitié des personnes vivant avec le VIH/sida dans le monde. En Afrique subsaharienne, elles constituent environ 57 % des adultes vivant avec le VIH; et 75 % des jeunes vivant avec le VIH en Afrique sont des femmes de 15 à 24 ans¹⁰.

Des recherches démontrent que les femmes qui ont un accès sûr à la propriété et au contrôle de la terre et d’autres biens sont plus aptes à éviter les relations qui les exposent au VIH, et à gérer l’impact du VIH/sida.

Source : COHRE

Une femme peut « facilement être expulsée de son logis ou de sa terre, sans aucun recours. En revanche, elle pourrait être piégée dans une situation de violence ou d’abus, simplement parce qu’elle n’a nulle part où aller » [trad.]¹¹. Il est très fréquent que des femmes se voient refuser le droit d’être propriétaire, de contrôler ou d’hériter d’une terre ou de biens, puisque l’accès à ces éléments dépend habituellement (de manière formelle ou informelle) de leurs relations avec des hommes.

Les violations des droits des femmes à la terre et à la propriété entraînent souvent celles-ci dans la pauvreté, en plus d’exacerber la propagation du VIH. Le stigmata fait en sorte que des femmes séropositives sont expulsées de leur logis et se voient souvent refuser l’accès à un refuge et à des soins. Au décès de l’époux, la veuve est souvent expulsée par sa belle-famille – une situation qui la laisse non seulement sans abri, mais aussi seule et isolée dans son combat contre la maladie.

Les droits au logement habilite les femmes et les filles à atténuer l’impact personnel et financier du VIH/sida. Des efforts pour défendre les droits des femmes au logement, à la terre et à la propriété sont un élément crucial de la lutte au VIH/sida.

Stratégies et réponses (dans le contexte d’établissements humains informels)

Depuis la fin des années 1990, des organismes œuvrant à améliorer les conditions de vie dans des bidonvilles de l’Afrique subsaharienne reconnaissent l’impact du VIH/sida et y répondent. Leur principal objectif est d’assurer les droits à la terre et au logement, mais ils sont contraints de répondre aux défis de la maladie. Ce ne sont pas des organismes de lutte contre le sida (OLS) mais ils ont adopté des stratégies pour intégrer des réponses au VIH/sida dans leurs programmes de développement du logement et d’établissements humains. Cette intégration a impliqué de faire en sorte que leurs programmes tiennent compte de l’impact du VIH/sida – *en modifiant des manières dont ils font des choses et non ce qui est fait*. En tant que concept opérationnel, cela se traduit par des partenariats, des alliances et un accroissement de la capacité, la

LE VIH, LE SIDA ET LES ENJEUX DE LOGEMENT

compréhension de l'impact interne, et le développement et la mise en œuvre de politiques et d'activités programmatiques adéquates. Bien que les organismes de logement ne souhaitent pas dédoubler ni imiter les efforts des OLS, ils peuvent être appelés – dans certaines situations et vu les besoins criants – à fournir directement des services liés au sida.

Promouvoir des communautés durables

Plusieurs communautés de bidonvilles sont très instables, ce qui entraîne leur marginalisation. Les organismes de logement sont engagés à bâtir plus que « quatre murs et un toit ». La promotion de communautés durables implique d'assurer l'égalité des sexes, le développement durable et la réponse au VIH/sida. Ces efforts incluent de réduire le stigmata et la discrimination et de répondre à l'impact de la violation des droits au logement et à la vulnérabilité accrue de groupes particuliers comme les enfants, les femmes et les jeunes. Ils incluent aussi les enjeux de l'accessibilité et de l'abordabilité des services liés au logement.

Les efforts pour réduire le stigmata et la discrimination visent l'éducation, la sensibilisation et l'inclusion des PVVIH/sida dans les programmes de logement et les initiatives communautaires et dans des groupes de soutien. Les programmes de sensibilisation visent à démystifier le VIH/sida en fournissant de l'information sur la prévention, les soins, le soutien et le traitement. La formation de leaders communautaires et de responsables de coopératives de logement comme formateurs et pairs éducateurs en matière de VIH/sida ouvre la voie au dialogue et à la communication. Elle favorise la confiance, l'engagement au processus d'intégration et une attitude conviviale à l'égard des PVVIH/sida. Le recours à des coopératives de logement et regroupements communautaires met à profit le capital social existant et rehausse la confiance mutuelle et l'expérience de collaboration. Des programmes incluent une formation à la rédaction de testaments pour assurer la désignation adéquate des héritiers et protéger les droits futurs des femmes et des

protéger les droits futurs des femmes et des hommes.

Un résultat du développement du leadership communautaire en matière de VIH/sida est l'émergence de réponses communautaires comme des soins coopératifs aux orphelins et enfants vulnérables, des programmes alimentaires communautaires de même que des groupes de soutien et des initiatives de logement pour les PVVIH/sida. Ces programmes tiennent compte de l'impact sur les groupes vulnérables et incluent les femmes, les jeunes, les enfants, les PVVIH/sida et les personnes handicapées. Ils rehaussent l'acceptation et l'ouverture à propos du VIH/sida, tout en réduisant le stigmata et la discrimination. Ils ont aussi contribué à l'identification de préoccupations de logement spécifiques au PVVIH/sida, et à la réponse à celles-ci.

Renforcer la capacité organisationnelle

Pour plusieurs organismes de logement, en particulier dans les pays où le VIH/sida est endémique, l'épidémie était un facteur « externe » à leur travail jusqu'à ce qu'elle commence à affecter visiblement leur capacité – notamment par des pertes de personnel, de leadership et de mémoire organisationnelle de même que par une diminution de la productivité et de la capacité.

Une première étape a été d'élaborer une politique et une stratégie organisationnelles sur le VIH/sida. Le processus a inclus la sensibilisation et la formation des employés et des membres du conseil d'administration. L'élaboration de politiques organisationnelles a aidé ces organismes à orienter et à faciliter le développement de politiques et de réponses au palier des regroupements et coopératives de logement (dont plusieurs sont eux-mêmes des organismes enregistrés). Des recherches ont été menées, pour mieux comprendre l'impact sur les communautés et les besoins de services, puis des partenariats ont été développés pour la fourniture des services.

Les intervenants en matière de logement s'efforcent d'atteindre un équilibre entre leur travail central

LE VIH, LE SIDA ET LES ENJEUX DE LOGEMENT

concernant le logement et la provision de services liés au sida. Ils développent et renforcent des partenariats afin de fournir des services complémentaires : soins de santé, assistance juridique, potagers et soins à domicile.

Viabilité financière et filets de sécurité

En plus de développer la communauté, les organismes de logement fournissent des services financiers et techniques. Ils sont constamment confrontés à la nécessité de concilier leurs objectifs financiers et sociaux. Dans plusieurs cas, la viabilité financière les incite à répondre au VIH/sida dans leurs communautés.

Le développement de filets de sécurité financière a aidé des familles à garder les maisons qu'elles ont travaillé si fort à bâtir. Ces filets de sécurité ont pris la forme d'aide à la subsistance et d'initiatives de développement économique local. Pour les familles expulsées de force, le filet de sécurité consiste en des refuges transitoires et une aide alimentaire temporaire. L'aide à la subsistance permet à des familles, en particulier à des femmes, de développer des compétences et de générer un revenu par la construction, la location de chambres, la micro-entreprise à domicile, etc. La sécurité alimentaire urbaine et le soutien nutritionnel sont encouragés par la culture potagère.

En Afrique subsaharienne, plusieurs organismes de logement multiplient les projets de microcrédit pour le logement. Grâce à de petits prêts successifs, des familles peuvent acquérir une terre, y installer des infrastructures élémentaires et bâtir graduellement leur logis. Toutefois, des programmes de logement et de microcrédit peuvent être compromis si des clients deviennent malades et incapables de rembourser leurs prêts. Les familles vivant avec le VIH/sida ou autrement affectées sont incapables de faire un « apport en main-d'œuvre »¹² aux projets de construction progressive. Il est difficile de faire en sorte que tous les membres d'une coopérative de logement ou locataires d'un projet de logement social gardent leur logis, lorsque bon nombre d'entre eux ne rencontrent pas leurs obligations financières. Des mécanismes d'assurance-prêt

contribuent à réduire le risque dans une certaine mesure. L'assurance du locataire fournit un filet de sécurité à court terme pour le paiement du loyer et de frais funéraires. Certains programmes mettent à l'essai des Fonds de risque lié au VIH/sida. Ces initiatives font en sorte que des orphelins n'héritent pas d'une dette ou ne perdent pas leur logis. Les membres de regroupements de logement qui vivent avec le VIH/sida ne sont pas davantage stigmatisés car les prêts sont assurés pour tout décès ou invalidité, sans égard à l'état sérologique au VIH.

Positive Spaces, Healthy Places

En Ontario, près de la moitié des PVVIH/sida ont des problèmes de logement. En 2006 :

- 75 % avaient un revenu de moins de 1 500 \$ par mois
- 40 % trouvaient difficile de payer leur loyer
- 33 % risquaient de perdre leur logement
- 33 % s'inquiétaient d'être expulsées de leur logis
- 25 % ne se sentaient pas à leur place dans leur quartier

Source : www.healthyhousing.ca

Au Canada : contexte, stratégies et réponses

L'itinérance est visible, au Canada, mais elle est considérée difficile à mesurer. Plus de 13 % des foyers urbains canadiens étaient considérés en besoin impérieux de logement en 2005¹³ (selon la définition d'un logement acceptable, i.e. en bonne condition, de taille convenable et abordable). En Ontario, près de la moitié des personnes vivant avec le VIH/sida ont des problèmes de logement, selon l'étude Positive Spaces Healthy Places (PHSP)¹⁴. Cette étude a aussi révélé que l'instabilité de logement expose les PVVIH/sida à un risque de préoccupations liées à la sécurité et à l'exclusion sociale. Ces enjeux sont exacerbés par des déterminants sociaux clés de la santé, qui ont un impact néfaste sur la santé mentale de PVVIH/sida. Ils sont rencontrés de manière plus marquée par les PVVIH/sida d'origine autochtone, africaine et caraïbe, en raison du racisme et de l'impact à long terme de la colonisation.

LE VIH, LE SIDA ET LES ENJEUX DE LOGEMENT

Le VIH/sida et l'instabilité de logement vont souvent de pair. La discrimination actuelle dans le domaine du logement est une importante préoccupation pour les PVVIH/sida. On observe un consensus croissant, parmi les OLS, chercheurs, intervenants de première ligne et responsables de politiques, à l'effet que le logement est un facteur clé de la santé et du bien-être des PVVIH/sida. Un logement abordable, sûr, subventionné et stable peut aider à atténuer l'impact de la pauvreté, du stigmatisation et de la maladie.

Au palier provincial, des OLS en sont à divers stades de collaboration avec les ministères provinciaux responsables du logement, pour élargir les options de logement qui s'offrent aux PVVIH/sida. Un symposium ontarien sur le logement et la santé a identifié des domaines prioritaires clés pour la recherche. Le Prairie Regional Health and Housing Symposium¹⁵ a exhorté à la poursuite des recherches, à l'implication des responsables de politiques et des décideurs et à une collaboration intersectorielle rehaussée. Dirigée par la COCQ-SIDA et la SCS, une initiative de recherche impliquant des universités, des chercheurs communautaires, des fournisseurs de logement et des OLS est prévue au Québec.

Au palier fédéral, diverses initiatives de politiques établissent un lien entre logement et VIH et lancent un appel à l'action. L'« Initiative fédérale de lutte contre le VIH/sida au Canada » exhorte les agences et ministères fédéraux impliqués dans le logement à contribuer davantage à la riposte nationale au VIH/sida. Le document « Au premier plan : le Canada se mobilise contre le VIH/sida » cite le logement adéquat et abordable comme un des besoins des PVVIH/sida. Il prône des investissements gouvernementaux accrus dans ce domaine ainsi que des partenariats rehaussés au sein du système de santé et au-delà, notamment parmi les intervenants, organismes et agences impliqués dans le dossier¹⁶. Le Réseau canadien autochtone du sida prépare une stratégie nationale quinquennale sur le VIH/sida et le logement pour les communautés autochtones.

« Emmenez-moi chez moi : l'énoncé de position de la Société canadienne du sida sur le logement et le

VIH/sida » exhorte au développement d'une stratégie nationale sur le logement et le VIH/sida. De plus, la SCS s'y engage à examiner des stratégies nationales et internationales sur le logement afin de compiler des recommandations de politiques efficaces pour une initiative canadienne.

Conclusions

Au Canada, la réponse aux enjeux du logement fait partie du point de mire d'organismes du domaine du VIH/sida, qui tentent de répondre aux besoins de logement des PVVIH/sida. À l'échelle internationale, des organismes de développement et d'établissement humain répondent à l'impact du VIH/sida. Ces initiatives conduisent à une même conclusion – les causes fondamentales de la vulnérabilité en matière de logement doivent être abordées dans le cadre de la réponse au VIH/sida.

Comme partie intégrante de la lutte au VIH/sida, les États devraient édicter des lois qui protègent l'égalité des sexes dans l'accès, la propriété, le contrôle et l'utilisation du logement, de la terre et des biens.

(COHRE, 2008)

Le VIH/sida exacerbe les enjeux liés à l'accès au logement et aux conditions de vie, en particulier dans les établissements informels et les logements de piètre qualité. L'intégration du VIH/sida implique aussi d'intégrer la compréhension et la réponse à des problèmes de vulnérabilité enracinés dans la pauvreté urbaine en Afrique. Dans un contexte de stigmatisation répandue, la réponse à des enjeux généraux de vulnérabilité, comme le droit des femmes à l'héritage, contribue à combler certains besoins découlant du VIH/sida.¹⁷

Des efforts pour assurer un logement adéquat aux habitants de bidonvilles urbains – en assurant l'occupation, les droits d'héritage, l'approvisionnement en eau et l'assainissement adéquats et le développement économique – répondent à plusieurs facteurs de vulnérabilité liés au VIH/sida.

(Abri International, 2008)

En collaborant avec des regroupements et coopératives de logement, les organismes de

LE VIH, LE SIDA ET LES ENJEUX DE LOGEMENT

de logement ont accès à une collectivité existante, pour leurs efforts de prévention du VIH et de réduction du stigmata. Ils sont bien placés pour faire de la prévention et ont l'occasion de joindre plusieurs générations, en particulier les jeunes. La sensibilisation aux enjeux liés au VIH/sida permet de réduire le stigmata et d'aider les communautés de logement à devenir des lieux sûrs pour la vie avec le VIH/sida. Des conditions de vie améliorées répondent non seulement au besoin de logement mais ont aussi « un impact réel, significatif et durable sur la santé individuelle »¹⁸.

Des efforts pour assurer un logement adéquat aux habitants de bidonvilles urbains – en assurant Il est essentiel de développer des stratégies pour aborder les causes fondamentales du sans-abrisme et du logement instable, au Canada, dans le cadre de la réponse au VIH/sida.

(SCS, 2009)

Des expériences dans le Nord et le Sud illustrent l'importance des partenariats intersectoriels pour la fourniture de services liés au sida et au logement, et pour les initiatives de recherche, de plaidoyer et de politiques. Les domaines du logement et du VIH/sida doivent surmonter le cloisonnement et établir des partenariats propices à mobiliser leurs forces afin de fournir des services complémentaires et de mener des efforts efficaces de plaidoyer et de lobbying.

Un corpus croissant de données met en relief l'importance d'un logement sûr et abordable comme élément essentiel des réponses intersectorielles au VIH/sida et de la promotion de la santé. Des recherches états-uniennes ont révélé que le soutien au logement et un meilleur logement sont associés à une diminution des comportements à risque pour le VIH et à une amélioration des résultats de santé. Ces données et d'autres, concernant le logement comme intervention structurelle en prévention du VIH, commencent à émerger, en Amérique du Nord, de partenariats voués à la recherche, au plaidoyer et au financement en matière de logement et de VIH/sida qui ont récemment vu le jour¹⁹.

À l'échelle internationale, on reconnaît de plus en plus le logement inadéquat comme un déterminant²⁰ de la mauvaise santé. La sécurité du logement conduit à de meilleures conditions de vie,

permet d'accéder à la subsistance et à l'éducation, et aide à contrer l'impact personnel et financier du VIH/sida²¹.

L'intérêt et le plaidoyer internationaux continuent de croître, en ce qui a trait au logement comme mesure de prévention, de soins et de soutien pour le VIH/sida. Ce mouvement implique des organismes de logement et d'établissement humain, des organismes de lutte contre le sida, des chercheurs et d'autres dépositaires d'enjeux. Il est renforcé par des événements de réseautage comme la Table ronde internationale sur le VIH/sida, des séances de réseautage lors de congrès internationaux comme le Forum urbain mondial et le Congrès international sur le sida, des réseaux nord-américains de recherche et de plaidoyer et des événements et partenariats régionaux en Afrique subsaharienne. Ces activités permettent de documenter et de partager des leçons, de consolider le savoir, de renforcer les partenariats et de développer un ordre du jour pour le plaidoyer et le lobbying aux paliers

Que peuvent faire les bailleurs de fonds?

Le logement est étroitement lié à de meilleurs résultats de santé, pour les PVVIH/sida. Les efforts pour l'accès universel aux antirétroviraux seront affectés si les besoins de logement et de nutrition des PVVIH/sida ne sont pas comblés.

Les agences de financement doivent enrichir leurs connaissances dans ce domaine. Elles peuvent jouer un rôle important en appuyant des réponses au lien entre le logement et le VIH/sida, et en aidant à disséminer ces expériences.

Le soutien des bailleurs de fonds peut aider à abolir le cloisonnement des secteurs, en appuyant des mécanismes qui favorisent le partenariat et la collaboration aux paliers international, régional et local. Cela inclut le développement et le renforcement de réseaux par des échanges régionaux et internationaux.

Leur rôle le plus important est de prendre beaucoup plus au sérieux la tâche mondiale d'améliorer la vie des 1,6 milliard d'habitants de bidonvilles. Les Objectifs du Millénaire visent l'amélioration de la vie de seulement 100 millions d'habitants de bidonvilles – or leur nombre augmentera encore de quelques centaines de millions avant même que cet objectif ne soit atteint. Il est particulièrement important que les bailleurs de fonds qui répondent à l'appel de la Habitat International Coalition et de la lutte au VIH/sida participent aussi à cet effort.

« Beaucoup des nouveaux citoyens seront pauvres et leur avenir ... et celui de l'humanité entière dépendront dans une grande mesure des décisions prises dès aujourd'hui pour gérer cette croissance. » (UNFPA, 2007)

Notes et références :

1. Fonds des Nations Unies pour la population, État de la population mondiale, 2007.
2. ONU Habitat, 2008/2009 State of the World Cities Harmonious Cities.
3. La définition de « bidonvilles » de l'ONU Habitat englobe une vaste gamme de quartiers à revenu faible et de piètres conditions de vie humaine. À elle seule, cette définition reflète mal l'immense diversité des logements utilisés par des groupes à revenu faible (logements ouvriers, pensions à prix modiques, habitat spontané, maisons bâties sur des terrains illégaux), mais elle fait état d'une région à forte concentration de désavantage. Les bidonvilles sont de plus caractérisés par les éléments suivants : (a) absence de services élémentaires; (b) logement inférieur aux normes ou structures de logement illégales et inadéquates; (c) surpeuplement et forte densité de population; (d) conditions de vie insalubres et emplacement dangereux; (e) insécurité d'occupation et établissements irréguliers ou informels; (f) pauvreté et exclusion sociale; et (g) établissement de taille minimale.
4. ONUSIDA, 2006, Rapport sur l'épidémie mondiale de sida 2006.
5. ONU Habitat, 2006/2007 State of the World's Cities; 2006/2007 The Millennium Development Goals and Urban Sustainability .
6. Tomlinson 2007, Impact of HIV/ AIDS at the local level In South Africa, rapport commandé par l'UMP/ UNCHS.
7. CISD, 2006, Meilleures pratiques de soins aux orphelins du sida.
8. Le droit à un logement suffisant est abordé dans l'Observation générale n° 4 du Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU. Le Haut Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme et l'ONU Habitat ont publié en 2009 un feuillet d'information sur le droit à un logement convenable.
9. ONU Habitat 2008, State of the World's Cities 2008/2009.
10. COHRE, 2008, Women and Housing Rights Fact Sheet No. 10, Womens Housing Rights in the Context of HIV/AIDS.
11. *Ibid.*
12. « Apport en main-d'œuvre » désigne une contribution non rémunérée et non financière à un projet, sous forme de temps et d'effort. En termes de logement, cela se traduit par un travail physique sur le site de construction ou par la gestion ou la supervision d'un projet.
13. Société canadienne du sida, 2009, Emmenez-moi chez moi : l'énoncé de position de la Société canadienne du sida sur le logement et le VIH/sida.
14. Positive Spaces, Healthy Places (PSHP) est la première initiative de recherche communautaire longitudinale au Canada à examiner la situation et la stabilité de logement en lien avec les résultats de santé et la qualité de vie des PVVIH/sida.
15. Les résultats du Prairie Housing and Health Symposium sont accessibles à : <http://www.hivhousingsymposium.org/outcomes.htm>.
16. Au premier plan : le Canada se mobilise contre le VIH/sida (2005-2010).
17. Abri International, 2008, Mainstreaming HIV/AIDS within Housing Cooperatives, Social Housing Institutions and NGOs That Provide Technical Assistance for Housing.
18. ONU Habitat, 2001, Statement to the Special Session of the United Nations General Assembly on HIV/AIDS.
19. Documents et exposés présentés lors du IV^e Sommet nord-américain de la recherche sur le logement et le VIH/sida : **mobiliser le savoir – le logement comme mesure efficace de prévention et de soins pour le VIH.**
20. OMS, 2007, Our cities, our health, our future: Acting on social determinants for health equity. L'environnement physique, notamment le logement, est un déterminant social de la santé.
21. COHRE, 2008, Women and Housing Rights Fact Sheet No. 10, Womens Housing Rights in the Context of HIV/AIDS.

Liens et ressources :

Ressources internationales sur le VIH et le logement

Abri International – Logement et VIH/sida : <http://www.rooftops.ca/french/programsPartners/index.asp?page=85>

Settlement Information Network Africa (SINA), bulletins d'information #73, #66 and #63 : www.mazinst.org/73.pdf

Feuillet d'information du COHRE sur les droits des femmes au logement dans le contexte du VIH/sida :

<http://www.cohre.org/store/attachments/fact%20sheet%2010%20Womens%20Housing%20Rights%20in%20the%20Context%20of%20HIVAIDS.pdf>

AIDS and Behaviour (volume 11, supplément 2, novembre 2007) :

<http://www.springerlink.com/content/u14328031u83/?p=fbbd0182568849269a8bd3c04ba421a6&pi=21>

LE VIH, LE SIDA ET LES ENJEUX DE LOGEMENT

Open House International, volume 33 n° 4, 2008, « HIV AIDS in Settlement Development Planning » :
http://www.openhouse-int.com/volissudisplay.php?xvolno=33_4

Fiche d'information n° 21 du Haut Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme et de l'ONU Habitat – Le droit à un logement convenable : http://www2.ohchr.org/french/about/publications/docs/fs21_fr.htm

Ressources canadiennes :

Portail national sur le VIH/sida et le logement : www.healthyhousing.ca

Housing Portal : <http://www.housingandhiv.org>

Positive Spaces Healthy Places : http://pshp.aso411.ca/about_us.html

Initiative fédérale de lutte contre le VIH/sida au Canada : <http://www.phac-aspc.gc.ca/aids-sida/fi-if/index-fra.php>

Au premier plan : Le Canada se mobilise contre le VIH/sida : <http://www.premierplan.ca>

Housing Portal : <http://www.housingandhiv.org/en/content/documents-related-positive-spaces-healthy-places>

Énoncé de position de la Société canadienne du sida sur le logement et le VIH/sida :

[http://www.cdnaids.ca/web/setup.nsf/ActiveFiles/Microsoft+Word+-+%C3%A9nonc%C3%A9+de+position+-+logement/\\$file/Microsoft%20Word%20-%20%C3%A9nonc%C3%A9%20de%20position%20-%20logement.pdf](http://www.cdnaids.ca/web/setup.nsf/ActiveFiles/Microsoft+Word+-+%C3%A9nonc%C3%A9+de+position+-+logement/$file/Microsoft%20Word%20-%20%C3%A9nonc%C3%A9%20de%20position%20-%20logement.pdf)

Politiques :

Déclaration internationale sur la pauvreté, l'instabilité de logement et le VIH/sida :

<http://nationalaidshousing.org/2008/07/endorseconference/>

Trousse de politiques de la NAHC (É.-U.) : <http://nationalaidshousing.org/policy-toolkit/>

Au premier plan : Le Canada se mobilise contre le VIH/sida : <http://www.premierplan.ca>



Coalition interagence sida et développement (CISD)
1, rue Nicholas, suite 726, Ottawa ON K1N 7B7

Téléphone:
(613) 233 7440
Télécopies:
(613) 233 8361

info@icad-cisd.com

www.icad-cisd.com

Abri international
720 Spadina Avenue, Suite 313, Toronto, ON M5S 2T9

Téléphone:
416-366-1445
Télécopies:
416-366-3876

info@rooftops.ca

www.rooftops.ca

Ce document a été financé par l'Agence de la santé publique du Canada. Les points de vue exprimés dans cette publication relèvent de leurs auteurs ou chercheurs et ne reflètent pas nécessairement les positions officielles de l'Agence de la santé publique du Canada. La CISD remercie Abri international pour sa participation à l'élaboration de ce feuillet d'information. Elle remercie également l'Ontario HIV Treatment Network (OHTN) et l'équipe de recherche de Positive Spaces Healthy Places, pour leurs contributions.